

Surpêche : la Cnuced s'inquiète pour l'Afrique

L'immense majorité des zones de pêche sont surexploitées, notamment en Afrique, prévient la Conférence des Nations unies, qui prévient des conséquences fâcheuses sur l'emploi et dans les pays où la population dépend de la consommation de poisson pour sa survie.

- **Afrique de l'Ouest : pêche en eaux troubles**

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) appelle à mettre un terme aux subventions à la pêche, accusée de favoriser la surexploitation et d'épuiser les réserves de poisson. Dans un communiqué publié le 5 décembre, l'organisation internationale accuse ces aides d'État de constituer une forme de concurrence déloyale et de provoquer du chômage en entraînant la disparition des zones de pêche artisanales.

En 2014, environ 38 millions de personnes dans le monde travaillaient dans l'industrie de la pêche, dont 5,4 millions en Afrique (le plus gros contingent se situe en Asie, avec 29,7 millions d'employés). « Nous savons tous que les réserves soient soit stagnantes, soit en déclin alors comment pouvons-nous, nous la communauté internationale, justifier ces subventions destructrices ? » s'est demandé le secrétaire général de la Cnuced, le Kényan Mukhisa Kituyi, mercredi dernier.

Cette déclaration précède la publication du rapport 2016 consacré à l'environnement et au commerce dans lequel la Cnuced tire la sonnette d'alarme : 87% des réserves de poissons dans le monde sont considérées comme pleinement exploitées, surexploitées ou appauvries. À l'heure actuelle, selon l'organisation internationale, [la moitié des réserves de poissons situées au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest](#) sont par exemple considérées comme en état de surpêche, ce qui signifie qu'elles ne pourront jamais retrouver leur niveau d'origine.

Les plus gros « pêcheurs » au monde – Pérou, Japon, États-Unis, Indonésie, Chili, Thaïlande, Inde et Norvège – sont les plus exposés en termes d'épuisement des ressources. Mais les conséquences les plus directes de cet épuisement pour l'emploi seront les plus visibles en Asie et en Afrique, insiste par ailleurs la Cnuced dans son rapport.

Dans trois pays en développement, la pêche joue un rôle majeur dans l'économie du pays, notamment en lien avec l'essor du tourisme : l'Équateur, le sultanat d'Oman et le Maroc. Dans ce dernier pays, la consommation de poisson passe principalement par la production de boîtes de sardines et par les hôtels de luxe destinés aux touristes. Le développement du tourisme entraîne mécaniquement selon celui de la surpêche.

Protéines animales

Cette question avait déjà été abordée en juillet dernier lors de la 14e session de la CNUCED qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya. Avec d'autres organisations telles que la FAO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP) et plusieurs ONG, l'instance internationale avait adopté une déclaration sur les subventions

accordées aux gouvernements à la pêche, qu'elle estime d'un montant global de 35 milliards de dollars, dont 20 milliards contribuent directement à la surexploitation.

Autre bouleversement majeur : le changement climatique, qui entraîne le réchauffement des océans, pourrait avoir des conséquences importantes sur la pêche dans la mesure où cinq zones de courant marin représentent à elles 25% à la pêche à l'échelle mondiale. Trois d'entre elles se situent en Afrique : le courant de Benguela en Angola, les Canaries et la Somalie. Toute perturbation de ces courants marins affecte directement la pêche, notamment celles d'espèces pélagiques, c'est-à-dire qui vivent près de la surface et qui sont donc très consommées par l'homme.

Enfin, la dépendance aux protéines de poisson dans l'alimentation est très importante dans de très nombreux pays africains. Treize États parmi les pays moins avancés comptent parmi ceux où la population dépend le plus des protéines de poisson pour son alimentation. C'est notamment le cas du Ghana, du Sierra Leone ou de la Gambie, où les protéines issues de poissons représentent entre 59% et 67% des protéines animales ingérées par la population. Dans les 48 pays les moins avancés (dont 34 sont africains), la consommation de protéine animale compte pour 27% des protéines animales consommées alors que la pêche représente 20% des exportations.

Lien article : <http://www.jeuneafrique.com/381131/economie/cnuCED-alerte-surpeche/>